



VILLE
D'AUVERS-SUR-OISE



VILLE
DE L'ISLE-ADAM

Monsieur Jean CASTEX
Premier ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Varenne

75700 PARIS SP 07

Le 31 octobre 2020

Monsieur le Premier ministre,

Alors que notre pays se replonge dans un confinement non anticipé, force est de constater que parmi ses principales victimes figurent nos commerces, nos restaurants, nos cinémas, nos marchés. Pas tous ! Non les petits, ceux de nos centres-villes, ceux pour lesquels il y a depuis plusieurs années tant d'inquiétudes, tant d'initiatives aussi, même en temps normal, à l'image du plan national "Action cœur de ville" adopté en 2019.

Au terme du premier confinement de mars dernier, nos commerces ont pu tenir grâce aux reports de charges, aux aides de l'Etat, à la mise en place des prêts garantis par l'Etat (PGE), à l'indemnisation du chômage partiel, grâce à leurs initiatives personnelles aussi et à la solidarité des clients qui ont bien souvent fait évoluer leurs modes de consommation.

Le déconfinement aussi a suscité un véritable appel d'air, beaucoup de communes ont autorisé l'installation de terrasses extérieures, des collectivités locales, à l'image de la Région Ile de France, ont mis en place des fonds de résilience en soutien au commerce local.

La réalité des faits a cependant mis en lumière des angles morts auxquels le Gouvernement va devoir instamment apporter des réponses. Les loyers d'abord qui ont été réclamés, à juste titre, par les bailleurs bien souvent contraints par les crédits bancaires en cours. Les charges sociales aussi, bien souvent reportées, mais pas annulées. S'agissant des premiers, il appartient à l'Etat d'aider les bailleurs, au même titre que le reste des acteurs de la vie économique, pour pouvoir les obliger à aider leurs propres locataires, soit par des mécanismes de crédit d'impôt, soit par des aides directes. Concernant les seconds, les reports de paiement ne suffiront pas à régler le problème, mais seulement à le déplacer en 2021 et 2022 et à condition seulement que les commerces tiennent le coup. Là aussi les efforts du Gouvernement doivent être prégnants. Ces charges doivent être annulées.

Il existe cependant des différences substantielles avec la situation du mois de mars.

En premier lieu, la grande majorité des commerces et des marchés savent aujourd'hui gérer un protocole sanitaire de façon stricte et sont motivés pour le faire. Les études démontrent d'ailleurs que nos commerces ne sont pas les principaux lieux de contamination.

En second lieu, la plupart des commerces ont su s'adapter au contexte sanitaire en mettant en place des services de dépôts-ventes, en outillant leurs sites internet avec de la vente en ligne et des solutions de livraison.

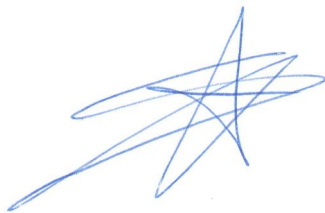
En troisième lieu, nos commerces ne sont pas armés financièrement comme ils l'étaient en mars. Les comptes sont vides, la trésorerie a fondu. Sans oublier que la plupart des magasins ont constitué des stocks en prévision des ventes de Noël. Certains ont bien souscrit des PGE, mais un PGE reste un crédit qu'il va falloir rembourser et pour cela il faut de la confiance.

C'est le quatrième point, la confiance. Ouvrons les yeux. Tristement nous devons dire qu'elle s'est effilée. La plupart de nos commerces ont été de bons élèves, ont joué le jeu, ont fait confiance à nos dirigeants, mais se sentent aujourd'hui abandonnés. L'avenir est un mirage, la flamme a disparu et les mots du Président de la République hier soir ne sont malheureusement pas de nature à la raviver. Il est acquis aujourd'hui que beaucoup d'entre eux ne survivront pas à cette crise.

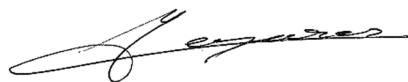
Ces commerces, ces marchés qui parsèment nos villes, qui en sont bien souvent l'âme et qui contribuent à les bonifier, ne les abandonnons pas. Ils accepteront la contrainte, mais pas l'ostracisation. Ils accepteront de s'adapter, mais pas de disparaître.

Nous, maires de la Vallée de l'Oise (Val d'Oise), animateurs de la Destination Impressionnisme, nous vous demandons solennellement de reconsidérer votre position, de faire confiance à nos commerces, de les soutenir, de les maintenir ouverts dans les prochaines semaines, mais surtout de permettre à ceux qui ne le sont pas de rouvrir et plus généralement de prendre toutes les dispositions pour préserver cette activité essentielle de notre économie.

Nous vous prions, Monsieur le Premier ministre, de croire à l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Stéphanie Von Euw
Maire de Pontoise



Isabelle Mézières
Maire d'Auvers-sur-Oise



Sébastien Poniowski
Maire de L'Isle-Adam

Ville de Pontoise
Hôtel de Ville
2, rue Victor-Hugo
95300 Pontoise

Ville d'Auvers-sur-Oise
Hôtel de ville
17, rue du Général de Gaulle
95430 Auvers-sur-Oise

Ville de L'Isle-Adam
Hôtel de Ville
45 Grande Rue
95290 L'Isle-Adam